

## CÔTE D'IVOIRE

## Gbagbo arrêté

**Le président ivoirien sortant Laurent Gbagbo a été arrêté hier à l'issue d'une offensive généralisée des forces de son rival Alassane Ouattara, appuyées par les moyens aériens et blindés des forces françaises et de la mission des Nations Unies (Onuci).**

«Laurent Gbagbo a été arrêté par les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI, pro-Ouattara) et conduit à l'Hôtel du Golf (QG du camp Ouattara) par les FRCI», a déclaré à l'AFP l'ambassadeur de France, Jean-Marc Simon Simon.

M. Gbagbo, au pouvoir depuis 2000, est en compagnie de son épouse Simone, considérée comme une «dure» du régime, et son fils Michel, d'un premier mariage, a précisé Anne Ouloto, porte-parole de M. Ouattara.

«Le cauchemar est terminé» pour les Ivoiriens, a déclaré à la télé pro-Ouattara Guillaume Soro, Premier ministre d'Alassane Ouattara, assurant que M. Gbagbo et son épouse étaient «aux arrêts».

Cette arrestation, au douzième jour de la bataille d'Abidjan, intervient après une soirée et une journée de frappes menées par les hélicoptères de l'Onuci et de la force française Licorne, visant officiellement les armes lourdes du camp Gbagbo menaçant les civils, conformément à la résolution 1975 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Les combats ont fait rage dans le quartier résidentiel de Cocody, où se trouve la résidence présidentielle, qui jouxte celle de l'ambassadeur de France. Dans l'après-midi, des blindés de Licorne et de l'Onuci avaient été engagés dans la zone.

Paris et l'ONU ont toujours insisté que leur mission n'était pas de renverser Laurent Gbagbo, dont le camp les avait accusés de vouloir «assassiner» le président sortant, qui n'a jamais reconnu sa défaite — pourtant certifiée par l'ONU — face à M. Ouattara à la présidentielle de novembre.

Une source diplomatique française a d'ailleurs insisté, peu après l'annonce de l'arrestation, sur le fait que «M. Gbagbo a été arrêté par les troupes de M. Ouattara, c'est vrai, mais pas par les forces spéciales françaises, qui ne sont pas rentrées dans l'enceinte de la résidence».

Après l'arrestation, le président français Nicolas Sarkozy s'est «longuement» entretenu par téléphone avec M. Ouattara, dont l'élection avait été reconnue par l'essentiel de la communauté internationale.

Des hélicoptères français avaient pilonné en fin de matinée à coups de missiles le secteur de la résidence de M. Gbagbo, partiellement détruite, selon un de ses proches, une zone d'où s'élevait une épaisse fumée.

Au sol, les forces pro-Ouattara, qui avaient à plusieurs reprises depuis leur entrée dans Abidjan le 31 mars échoué à briser la résistance de leurs adversaires, étaient ensuite reparties à l'offensive.

Un peu plus tôt, des combats à



Photos : DR

l'arme lourde et légère avaient opposé pendant une heure et demie les forces de M. Ouattara à celles de son rival dans le quartier de la résidence de M. Gbagbo, selon un habitant.

Les combats n'avaient pas lieu dans les environs immédiats du bâtiment mais entre la télévision d'Etat RTI et l'Ecole de gendarmerie, deux autres fiefs du chef de l'Etat sortant, également situés dans le quartier de Cocody, dans le nord de la métropole.

De fortes détonations ont aussi été signalées par plusieurs habitants dans le quartier du Plateau (centre) qui abrite, lui, le palais présidentiel.

De dimanche 17h jusqu'au cœur de la nuit, la mission de l'ONU et la force française Licorne avaient tiré des missiles vers ces deux sites.

Hier matin, Paris a justifié les tirs en disant être intervenu à la demande expresse de l'ONU.

«Conformément à la résolution 1975 et en accord avec le président Ouattara, le secrétaire général des Nations unies (Ban Ki-moon) a demandé au président de la République (Nicolas Sarkozy) la poursuite de la participation des forces françaises aux opérations menées par l'Onuci pour neutraliser les armes lourdes utilisées contre la population civile»,

indique un communiqué de la présidence. Les combats ont mis Abidjan, capitale économique dont la population est évaluée à quatre millions d'habitants, au bord d'une catastrophe humanitaire.

«Nous avons de très vastes mouvements de population d'un quartier à l'autre car aucun quartier n'est vraiment sécurisé», a déclaré le coordonnateur humanitaire entre les agences de l'ONU et des ONG, Ndolamb Ngokwey, contacté au téléphone depuis Paris. «Beaucoup de personnes m'ont raconté qu'il y avait beaucoup de cadavres qui jonchaient les rues, et pas seulement dans le quartier des ambassades», a-t-il dit.

## FRANCE

## Finī le voile intégral

**Au premier jour d'application de la loi sur le voile intégral en France, des sceptiques, à leur tête les policiers, pensent qu'elle sera difficilement applicable. D'autres, des extrémistes qui se sont mobilisés dès hier en manifestant à Paris, ont appelé leurs troupes à planter un drapeau d'Al Qaïda pour manifester leur refus de cette loi et appeler à la désobéissance civile. Il est clair que cette loi — nécessaire toutefois — est venue au mauvais moment et les motivations premières de ses initiateurs ne sont pas très avouables.**

**De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed**

Hier, lundi, est entrée en vigueur, en France, la loi du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage avec un voile, une cagoule ou un masque dans les lieux publics. Le champ d'exercice de cette loi s'étend à la rue, aux jardins publics, aux gares, aux commerces, aux restaurants, aux théâtres, aux salles de cinéma, aux transports collectifs et locaux associatifs ou d'entreprise dédiés au public. En fait, et autant dire, le voile intégral est banni de quasiment tous les espaces publics français.

Depuis hier, les femmes qui porteront le voile intégral dans ces lieux sont passibles d'une amende de 150 euros et/ou d'un stage de citoyenneté. Dans le cas de refus de se prêter à un contrôle, les conséquences de ce refus lui seront exposées et si la femme voilée persiste, elle se verra conduite dans les locaux de police ou de gendarmerie aux fins de contrôler son iden-



tité. Une autre infraction vise les époux des femmes voilées qui auraient forcé leur compagne «par menace, violence, contrainte, abus d'autorité ou abus de pouvoir» à porter le voile. Dans ce cas précis, l'époux est passible d'un an d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende. Si la compagne contrainte est mineure, le compagnon verra sa peine doubler.

Pour faire appliquer ces nouvelles dispositions de loi, le gouvernement s'est fendu de deux circulaires. D'abord celle de François Fillon, le Premier ministre, qui, le 3 mars dernier, y réaffirmait «solennellement les valeurs de la République et les exigences du vivre-ensemble».

Fillon explique dans ce document que le voile intégral «place les personnes concer-

nées dans une situation d'exclusion et d'infériorité incompatible avec les principes de liberté, d'égalité et de dignité humaine affirmés par la République française». Cette circulaire a été accompagnée d'une campagne d'affiches avec le slogan : «La République se vit à visage découvert».

Quant à la deuxième circulaire, elle émane du ministre de l'Intérieur, Claude Guéant (celui qui trouve qu'il y a trop de musulmans en France et qui ne supporte même plus l'immigration légale) qui y adresse ses instructions aux préfets et aux forces de sécurité pour faire appliquer cette nouvelle loi «en évitant tout dérapage» et là, ce ministre sait de quoi il parle. Fallait-il une loi pour contraindre les 2 000 femmes qui porteraient le voile intégral en France ?

Sûrement oui, mais cette loi qui aurait pu protéger des ravages que font les intégristes vis-à-vis de la femme qui ne la conçoivent qu'enfermée et assujettie à son homme, est promulguée dans un contexte de rejet de tout ce qui est musulman, d'attaques quotidiennes contre tous ceux qui ne sont pas, comme le proclame Sarkozy, de culture judéo-chrétienne, piétinant au passage le principe de laïcité qui a fait, depuis 1905, le vivre-ensemble propre à l'Hexagone. On doute d'autant plus de l'opportunité de cette loi que toutes les mesures prises dans ce cadre par le pouvoir actuel le sont pour capter les voix de l'extrême droite par un pouvoir en place en déclin.

Les islamistes musulmans — il en existe et l'Etat les a laissé faire des décennies durant — ont bien compris et s'engouffrent actuellement dans la brèche ouverte ô combien bénéfique pour leur propagande. Depuis samedi, ils crient à la stigmatisation des musulmans et ne manquent pas d'arguments pour ce faire. L'on a même vu hier matin, un certain Rachid Nekkaz, qui se dit homme d'affaires, candidat aux primaires socialistes et président de l'association «Touche pas à ma constitution», inciter les femmes portant le voile intégral à la désobéissance civile et s'engager à payer lui-même les 150 euros de chaque voilée qui refuserait d'enlever son voile.

Beaucoup de personnes s'interrogent, par ailleurs, de savoir si Sarkozy et ses services iraient jusqu'à faire appliquer la loi à toutes princesses voilées qui viennent des royautes pétrolières faire leur shopping dans les grandes enseignes de luxe françaises.

**K. B.-A.**